



Explorations in Space and Society
No. 34- December 2014
ISSN 1973-9141
www.losquaderno.net

Stand-by

34 Lo sQuaderno

TABLE OF CONTENTS

Stand-by

a cura di / dossier coordonné par / edited by
Michiel Dehaene, Claudia Faraone & Cristina Mattiucci

Guest artist / artist présenté / artista ospite
photographers sharing the net-space

Editoriale / Editorial

Stefania Staniscia

Incompiuto trentino

Andrea Grippo

23 000 000 a.C. - 2014 d.C. Natura e architetture nell'arcipelago di La Maddalena

Francesco Marullo

Productive uncertainty. Notes on Terrain Vague

Federica Gatta

La technicisation de l'incertitude. Une réflexion à partir du cas de la transformation du nord-est de la métropole parisienne

Bram Vandemoortel

Dismantling Ruins. Appropriatio of Johannesburg's mining past

Els Verbakel

Hot Spots. Urban Voids in the Palestinian city of Nazareth

Fabrizia Ippolito

Terra Sospesa

La technicisation de l'incertitude

Une réflexion à partir de la transformation du nord-est de la métropole parisienne

Federica Gatta

Les processus de métropolisation dans les contextes européens mettent au centre du débat l'évolution de la gouvernance des territoires et la densification des espaces périurbains. Les vides urbains, surtout post-industriels, leur gestion et leur reconversion sont au centre de ce débat et représentent l'un des majeurs laboratoires de la construction de la ville contemporaine. En même temps les politiques de gouvernance et de densification ne cachent pas une forte ambiguïté entre aspirations sociales et impératifs économiques (cf. Villalba, 2009 ; Le Galès, 1995). Le principe du « projet urbain »¹, qui devient de plus en plus central dans le développement des métropoles comme échelle intermédiaire de mise en œuvre de ces politiques, a tendance à faire front à ce qui est diagnostiqué comme une diminution des ressources et du pouvoir de l'État central à travers une délégation vers le local et le privé permettant une majeure intégration des « incertitudes » dans la conception du projet (Pinson, 2009). Ce qui en résulte est un « urbanisme d'opportunité, limité le plus souvent aux friches industrielles de reconversion post-fordiste » (Mangin, 2012), qui échappe aux principes de la planification à grande échelle et sur le long terme.

À l'intérieur de ce contexte, les mouvements sociaux et politiques de réappropriation de l'espace urbain « en attente » et notamment des friches industrielles semblent jouer un rôle central quant à leur capacité d'infléchir sur les politiques publiques. Dans les vingt dernières années, nous pouvons observer dans les métropoles mondiales une multiplication de ces mouvements. Il s'agit de phénomènes d'échelle globale composés de nouveaux répertoires d'action « non-formelle » (Sassen, 2004) affiliés à une sensibilité qu'on pourrait définir « post-globale » et « anti-néolibéraliste » : des occupations des friches urbaines avec des projets à empreinte écologique, une implication croissante des associations dans les réhabilitations urbaines, de nouvelles formes de tourisme qui produisent une mise en scène de la culture « populaire » des quartiers désindustrialisés, des formes artistiques de plus en plus proches de l'« animation sociale » intervenant dans les espaces abandonnés des quartiers « populaires ». Cela se traduit dans des espaces et dans des pratiques qui opèrent *une mise en débat des projets urbains et des transformations transitoires de l'espace* : actions de concertation, balades urbaines, squats d'artistes, jardins partagés, actions urbaines participatives. C'est à partir de la crise économique des années 2007-2008 que ces initiatives de « prise de

Federica Gatta, architecte, docteure en aménagement de l'espace et urbanisme, chercheur membre du Laboratoire Architecture Anthropologie (Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement UMR 7218 CNRS), enseignante vacataire aux écoles nationales supérieures d'architecture de Versailles et de Paris la Villette.

Ses intérêts de recherche sont voués à une compréhension des dynamiques d'intégration des contestations urbaines dans les projets de transformation de la ville et de la traduction des analyses qualitatives qui découlent de l'observation de ces dynamiques en outils de projet.

http://www.laa.archi.fr/Gatta-Federica?id_mot=2&tout=oui

¹ Le « projet urbain » est « aussi bien une action concrète qu'une démarche méthodologique », il élargit « la notion de "projet" classique, processus technique du ressort de l'architecte », en y ajoutant « celle, plus large, d'"urbain" qui se réfère à la ville et qui renvoie de ce fait à des compétences multiples et donc pas uniquement aux problèmes d'organisation spatiale » (Ingallina, 2008)

pouvoir » des citadins sur la transformation urbaine ont trouvé un écho médiatique qui a relancé leur importance en superposant de nouvelles dynamiques à un processus d'institutionnalisation qui était déjà commencé dans les années 1980. Cette nouvelle médiatisation a effectivement réhabilité l'idée d'une potentielle capacité des pratiques participatives et d'autogestion de l'espace urbain de donner une réponse à la crise du système capitaliste². La friche, le blanc sur la carte et sa potentielle transformation deviennent aujourd'hui les enjeux centraux des mobilisations urbaines. Les vides en attente de transformation dans les métropoles interrogent en effet l'évolution de l'espace urbain car ils représentent des lieux

privilegiés d'une articulation potentielle des échelles spatio-temporelles dans une vision du « faire la ville » comme « processus humain » (de Biase, 2014).

L'entre-temps qui est offert par les espaces en transformation, est élevé à nouveau principe d'intervention urbaine alternative qui vise à agir à travers l'événement.

Face à ce cadre, il semble nécessaire de questionner les évolutions de ces mouvements et leur intégration croissante dans les politiques publiques, surtout dans le contexte français. Ces initiatives prennent en effet un poids croissant dans le processus de construction de la métropole parisienne en montrant une évolution de leur rôle dans la transformation urbaine. Cette évolution historique pourrait se résumer en trois étapes fondamentales : une première phase de militantisme, à partir des années 1970, caractérisée d'une manière générale par un lien plus ou moins marqué et explicite avec une idéologie politique libertaire³ et par une approche expérimentale qui ne pose pas le problème de la reconnaissance institutionnelle ; une deuxième phase d'institutionnalisation, à partir des années 1980, caractérisée par l'épuisement théorique et politique de la « galaxie «auto» » (Rosanvallon, 1983) et des débats autour de l'auto-organisation qui poussent les mouvements urbains à rentrer dans la sphère du travail social et de l'aide humanitaire (Tissot, 2007 ; Bacqué et Biewener, 2013) ; et une troisième phase d'insertion dans le champ technique et normatif dans laquelle les positions « autonomes » et « contraires » se traduisent, grâce à un débat véhiculé en premier lieu par les sciences humaines, en un questionnement autour du « dialogue » et du « lien social » (Dosse, 1995). Cette dernière phase s'affirme dans les années 1990 et se renouvelle à partir des années 2000 en France, surtout grâce aux actions mises en place par la gauche socialiste tant au niveau national que municipal⁴ notamment à travers la formulation des lois sur la décentralisation et de celles sur la « démocratie participative ». L'affirmation de la rhétorique sur le développement durable donne d'ailleurs un nouvel élan aux mouvements urbains qui réaffirment leur place dans le débat sur la ville. Mais entre-temps, les rapports que ces mouvements ont entrelacés avec les institutions ne demeurent pas sans conséquences. Si, de son côté, l'institution agit à travers des appareils techniques de normalisation plutôt que d'inclusion politique, cette modalité

2 Cette lecture n'est en effet pas nouvelle, comme l'a démontré la prolifique production scientifique de Manuel Castells sur les contestations urbaines (cf. entre autres Castells, 1983).

3 Des utopies de démocratie directe aux promenades situationnistes, aux contestations altermondialistes, aux occupations illégales, la racine politique est toujours affiliée à l'anarchisme. Rappelons aussi à ce propos que Patrick Geddes, considéré comme le fondateur des pratiques urbaines participatives, était très proche des penseurs anarchistes Piotr Alekseïevitch Kropotkine et Elisée Reclus.

4 La République française a été présidée par le Parti socialiste entre 1981 et 1995 (François Mitterrand) et à partir de 2012 (François Hollande). Comme nous l'avons évoqué, au niveau municipal, la mairie de Paris est socialiste depuis 2001 : avec Bertrand Delanoë jusqu'à 2014, puis avec Anne Hidalgo.

d'action des institutions est inévitablement intégrée dans la pratique des associations. Il s'agit d'un processus osmotique qui crée des allers-retours entre les deux mondes tout en alimentant des tensions, des malentendus, des sentiments d'inachèvement, et des conflits de légitimité.

Ce processus donne naissance à des dispositifs de négociation et collaboration entre institutions et société civile qui définissent la gestion et transformation des vides urbains à travers des conventions d'occupation précaires, des chartes de réglementation de l'occupation temporaire des espaces et des débats publics, mais aussi à travers l'affirmation d'une série de définitions codifiées comme celle de « friche culturelle » ou de « jardin partagé ». Il s'agit donc de dispositifs au sens d'un « ensemble hétérogène » (Foucault, 2001 [1976]) d'éléments discursifs (scientifiques, moraux et philosophiques) et non discursifs (institutions, normes, structures physiques et administratives). Quelle est alors l'influence de ces dispositifs sur les projets de transformation de la ville ?

L'observation de ces dynamiques à l'intérieur du contexte des transformations du territoire du Nord-Est parisien offre un point de vue privilégié. Ce territoire est en effet l'un des majeurs pôles post-industriels de la région parisienne et joue une place centrale dans l'actuel processus de construction de la métropole du Grand Paris, mais il est aussi un territoire qui garde une longue tradition socialiste et communiste qui valorise les « initiatives citoyennes ». La transformation urbaine qui est possible d'observer dans le Nord-Est est donc celle qui se profile dans un contexte néolibéral où l'intérêt de l'économie globale s'affronte avec sa résistance. En ce sens, les lieux privilégiés de cet affrontement sont ceux qui se trouvent dans une situation de passage, de *stand-by*, et qui offrent à la fois une promesse de rentabilisation pour les investisseurs et un potentiel de rénovation physique et sociale.

Une analyse anthropologique de ce contexte (Gatta, 2014) a mis en évidence notamment que les dispositifs d'occupation des espaces en transformation ont, entre autre, la particularité de construire des temporalités qui exaltent le temps présent comme moment opportun, comme *kairos*⁵. La mise en exergue du concept de « tactique urbaine » par certaines de ces actions⁶ montre bien le fait que l'attente, l'entre-temps qui est offert par les espaces en transformation, est élevé à nouveau principe d'intervention urbaine alternative qui vise à agir à travers l'événement. Dans les actions, l'espace de l'attente devient le lieu d'expérimentation d'une nouvelle forme de société basée sur le renforcement des liens entre une communauté restreinte, sur la valorisation de l'animation sociale comme résolution des inégalités urbaines et sur la logique du dialogue comme producteur de démocratie. Le vocabulaire qui accompagne ces actions se compose de mots comme « partage », « participation », « fabrique ». L'idéal démocratique d'un espace public ouvert à tous est donc contourné par une nécessité d'agir en première personne pour garantir une véritable « appropriation » de l'espace et la reproduction d'un rythme urbain « villageois »⁷.

Si les municipalités, tout comme les acteurs privés, ont de plus en plus tendance à s'emparer de ce type d'actions pour promouvoir les projets urbains en permettant à ces initiatives de trouver leur place dans la construction opérationnelle des projets, surtout dans les phases

⁵ En grec, le *kairos* (καιρός) est l'une des typologies de temps : il s'agit d'un concept qualitatif qui indique le temps opportun, l'occasion, et qui est donc en relation avec l'espace et l'action.

⁶ Cf. à titre d'exemple <http://www.urbantactics.org/>.

⁷ Au sens de village comme mythe anti-urbain qui oppose la nostalgie de la communauté restreinte et prévisible à « l'imprévisibilité » de l'expérience urbaine (de Biase, 2014).

« d'attente » du projet (notamment entre le moment de la programmation et celui de la réalisation), ceci ne semble pas aller de pair ni avec une remise en cause des aspects controversés de la transformation des tissus post-industriels, ni avec un renforcement des enjeux politiques mobilisés par les associations. Cette intégration montre au contraire une cohabitation possible de la spéculation urbaine avec sa contestation⁸. Lorsque les politiques créent des supports qui incluent le potentiel social des associations dans les politiques urbaines et contribuent à une auto-alimentation de la demande de participation des habitants (cf. Blatrix, 2012) et d'autogestion des vides urbains, les dispositifs créés semblent en effet participer à l'acceptabilité sociale d'une logique pleinement néo-libérale dans laquelle les citoyens sont appelés à prendre en charge l'incertitude du futur de la ville.

En autres termes les dispositifs produisent une technicisation des discours sur l'incertain qui offre une place à la contestation à travers sa traduction en événements temporaires et avec une reproduction principalement esthétique de la précarité de la contestation et de l'incertitude de l'informalité. Si les mobilisations des citoyens, comme les expérimentations des concepteurs, semblent toujours encadrées dans une critique sociétale large au système capitaliste, ce qui change ne semble pas être le contenu mais la forme et la technique avec lesquelles cette critique est intégrée aux dynamiques économiques des projets urbains officiels. Au-delà des moments événementiels l'espace en *stand-by* semble ne jouer aucun autre rôle que celui de représenter l'hétérotopie d'une ville immobilisée dans un « présentisme » (Hartog, 2010) qui réduit son projet à une image marchande et éphémère qui se veut déjà un souvenir.

8 À propos des relations que le capitalisme entraîne avec sa critique cf. Boltanski et Chiapello, 1999.

Références

- Bacqué, Marie Hélène, Biewner, Carole, (2013), *L'Empowerment. Une pratique émancipatrice*, La Découverte, Paris.
- Biase, Alessia de, (2014), *Hériter de la ville. Vers une anthropologie de la transformation urbaine*, Donner Lieu, Paris.
- Blatrix, Cécile, (2012), « Des sciences de la participation : paysage participatif et marché des biens savants en France », *Quaderni*, 79 : 59-80.
- Boltansky, Luc et Chiapello, Éve, (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.
- Castells, Manuel (1983), *The city and the grassroots*, University of California Press, Berkeley.
- Foucault, Michel, (2001), « Entretien avec Michel Foucault », *Dits et Écrits*, volume 2 : 1976-1988, Gallimard, Paris, [prononcé en 1976].
- Dosse, François, (1995), *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, La Découverte, Paris.
- Gatta, Federica, (2014), *(Contre-)pouvoirs urbains ? Une critique des dispositifs non-institutionnels de l'aménagement urbain dans les transformations du nord-est de la métropole parisienne*, Th. doct. : Aménagement de l'espace et urbanisme, École doctorale Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Paris.
- Hartog, François, (2003), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Éditions du Seuil, Paris.
- Ingallina, Patrizia, (2008), *Le projet urbain*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Le Galés, Patrick, (1995), « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, 45(1) : 57-95.
- Mangin, David, (2004), *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine*, Éditions de la Villette, Paris.
- Pinson, Gilles, (2009), *Gouverner la ville par le projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Presses de Science Po, Paris.
- Rosanvallon, Pierre, (1983), « Formation et désintégration de la galaxie "auto" », in Dumouchel, Paul et Dupuy, Jean-Pierre, (dir.), *L'Auto-organisation de la physique au politique*, Éditions du Seuil, Paris.
- Sassen, Saskia, (2006), *Cities in a World Economy*, Pine Forge Press, Thousand Oaks, [1e éd. 1994].
- Tissot, Sylvie, (2007), *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Éditions du Seuil, Paris.
- Villalba, Bruno, (éd.), (2009), *Appropriations du développement durable. Émergences, diffusions, traductions*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.